# « Les syndicats ont remis le travail au centre du débat, c'est déjà une grande victoire »

Propos recueillis par Vincent Grimault

9-11 minutes

Karel Yon sociologue, chargé de recherche à l’IDHES (CNRS, Université Paris-Nanterre)

La France connaît actuellement l’un des plus grands mouvements sociaux de son histoire récente. Principaux moteurs de cette mobilisation, les syndicats semblent revigorés après des années difficiles.

Pour Karel Yon, sociologue à l’IDHES Nanterre et spécialiste des mouvements sociaux et des syndicats, l’épisode aura des conséquences positives de long terme pour les travailleurs, même si la réforme des retraites est définitivement adoptée. En revanche, pointe-t-il, leur tâche reste immense pour peser de nouveau sur la fabrique des politiques sociales.

**Que nous apprend la mobilisation contre la réforme des retraites en termes de mouvements sociaux ?**

**Karel Yon** : Le principal enseignement, c’est bien sûr l’unité du front syndical face à la réforme. En parvenant à s’unir, l’intersyndicale a pu organiser des manifestations de très grande ampleur, de quoi retrouver le niveau des rassemblements de 2010, qui portaient déjà sur les retraites.

La performance n’est pas mince, car, ces derniers temps, la division syndicale était très forte, notamment dans la réponse à donner face à l’inflation. Schématiquement, la CGT a surtout misé sur des grèves dans ses bastions, comme dans les raffineries, tout en interpellant l’Etat. A l’inverse, la CFDT a poussé de façon plus diffuse pour obtenir des négociations au sein des branches et des entreprises, n’hésitant pas à désavouer les actions cégétistes.

Mais la confédération a, lors d’un congrès à rebondissement à Lyon en juin 2022, fait du report de l’âge légal une ligne rouge. Ce point a ainsi constitué un totem suffisamment fort pour mettre en sourdine les désaccords entre les centrales, et ainsi présenter un front syndical uni.

**Cette unité explique-t-elle la mobilisation particulièrement forte des habitants des petites villes et des villes moyennes ?**

**K. Y.** : Oui. Quand tous les syndicats appellent à descendre dans la rue en même temps, cela fait mécaniquement beaucoup de monde.

Par ailleurs, dans les petites villes et villes moyennes, les cols bleus sont sur-représentés. Les métiers manuels et pénibles, par exemple dans l’industrie ou les services à la personne, y sont nombreux. Le travail devient de plus en plus pénible pour tout le monde, mais il l’est tout particulièrement pour les travailleurs peu qualifiés, qui ont la hantise de devoir travailler deux ans de plus.

**La sociologie que vous décrivez ressemble en partie à celle des gilets jaunes. Mais il y a quatre ans, on manifestait le samedi, pas le mardi ou le jeudi. Où sont passés les gilets jaunes ?**

**K. Y.** : On a beaucoup dit – à juste titre – que le mouvement des gilets jaunes avait largement échappé aux syndicats. Mais dans certains territoires, des alliances se sont nouées entre les deux. Une partie des gilets jaunes a donc enfilé les gilets rouges de la CGT ! Par ailleurs, des grappes d’individus en gilets jaunes sont généralement présents dans les cortèges.

« Dans le logiciel de Laurent Berger, la manifestation citoyenne s’oppose à la radicalité. Il me semble qu’une troisième voie était possible, en massifiant la grève et en réalisant des blocages, même symboliques »

L’absence d’un mouvement aussi massif qu’à l’époque s’explique par le fait que les gilets jaunes ont constitué une révolte populaire, le temps d’un hiver, mais qu’elle n’a pas su se structurer pour tenir dans la durée.

**Les syndicats sont-ils les grands gagnants de la mobilisation sociale ?**

**K. Y.** : La réponse dépendra bien sûr en grande partie de l’avenir de la réforme. Si elle est retirée, ce qui n’est pas impossible, ce sera une très grande victoire. Mais même si le texte passe, les syndicats auront réussi sur plusieurs plans.

D’abord, ils auront réussi à faire descendre des millions de manifestants dans la rue. Ensuite, les centrales constatent un afflux de nouveaux adhérents qui n’avait pas été vu depuis longtemps. Ce n’est pas surprenant : historiquement, les grandes vagues de syndicalisation en France ont été liées aux grands mouvements sociaux.

Enfin, et surtout, l’intersyndicale a réussi à remettre le travail et les conditions de travail au milieu du débat, et à les repolitiser. C’est une très grande victoire, qui laissera des traces.

**Mais si la réforme est finalement validée, on ne pourra que constater l’impuissance des syndicats…**

**K. Y.** : Incontestablement, la stratégie impulsée par la CFDT a touché ses limites. Ce syndicat, pivot de l’intersyndicale, a fait le pari d’une ligne « citoyenniste », qui visait à convaincre l’opinion publique via la manifestation. Cela a très bien fonctionné dans un premier temps, car la bataille de l’opinion a été gagnée, mais cela n’a pas changé la position inflexible du gouvernement.

D’autres membres de l’intersyndicale – notamment la CGT, FO, ou Solidaires – ont estimé qu’il fallait alors en passer par des grèves fortes. Mais comme la CFDT était opposée à toute exacerbation de la conflictualité, par crainte de faire le jeu des « extrêmes », l’intersyndicale a retenu une option un peu bancale, en appelant le 7 mars à « mettre la France à l’arrêt ».

Cette formule, relativement vague, a été lue très différemment selon les confédérations, avec finalement un effet limité. Résultat, après l’épisode du 49.3, l’expression de la radicalité a pris d’autres voies, avec les manifestations sauvages échappant aux syndicats.

Dans le logiciel de Laurent Berger, la manifestation citoyenne s’oppose à la radicalité. Il me semble qu’une troisième voie était possible, en massifiant la grève et en réalisant des blocages, même symboliques. Ces actions sont certes plus radicales, mais on ne parle pas là de jeter des cocktails molotov sur la police !

Finalement, les blocages ont surtout été sectoriels et organisés par la CGT, dans un contexte électoral particulier où se joue la succession de Philippe Martinez.

**Malgré tout, peut-on penser que le regain de forme des syndicats se traduise par un poids plus important dans les confrontations futures avec l’Etat ?**

**K. Y.** : Ce serait souhaitable, car ces dernières décennies, les syndicats ont été largement exclus de la fabrique des politiques sociales. Globalement, ils ne négocient quasiment plus rien d’autre que des reculs de droits sociaux. Par ailleurs, les syndicats sont désormais marginalisés dans la gestion de la protection sociale, et se retrouvent de plus en plus souvent exclus des institutions dont ils étaient pourtant les fondateurs, à l’image de l’assurance chômage.

« La repolitisation des syndicats me semble nécessaire car à trop abandonner le champ politique, ils ont laissé les élites libérales gagner une bataille idéologique sur le travail »

Au niveau plus local, les syndicats doivent retrouver de la capacité d’influence dans les entreprises. La conflictualité au travail baisse, et cette baisse affaiblit les syndicats, comme le montrent les grandes difficultés qu’ont eues les centrales à mener des grèves importantes. Cela s’explique par des facteurs conjoncturels, comme le coût particulièrement douloureux de la grève en période d’inflation, ou des facteurs plus structurels, très défavorables à la grève.

Ainsi, les rémunérations des salariés sont de plus en plus liées à des primes, y compris des primes de présence (comme à la RATP), renchérissant le coût de la grève. Ensuite, de nombreuses lois ont affaibli l’impact de la grève, comme le fait de devoir se déclarer gréviste en amont d’une mobilisation, ce qui permet à une entreprise comme la SNCF d’invisibiliser largement les grévistes en maintenant un service plus que minimum.

Enfin, les collectifs de travail sont de plus en plus éclatés. Sur un même site, par le jeu de la sous-traitance et de l’intérim, des collègues peuvent avoir des employeurs différents.

**Comment les syndicats peuvent-ils sortir de l’ornière ?**

**K. Y.** : Je crois qu’il va falloir changer un paradigme syndical important : celui de la dépolitisation de l’action syndicale. Dans les années 1980, déçus par le tournant de la rigueur de François Mitterrand, les syndicats se sont détournés des partis politiques, préférant miser sur la démocratie sociale, avec l’idée qu’on peut gagner des batailles politiques sans se soucier des partis.

Ce cycle constitue plutôt une anomalie dans l’histoire, tant les grandes périodes de progrès social (Front Populaire, Libération, années 68) ont été marquées par des échanges et des circulations entre les forces de gauche et les forces syndicales.

Sommes-nous en train de sortir de ce cycle ? C’est possible. Après la crise sanitaire, la CGT s’est rapprochée des ONG [via le collectif « Plus jamais ça »](https://www.alternatives-economiques.fr/concilier-fin-monde-fin-mois-une-epreuve-syndicats/00094709). Même chose pour la CFDT avec le « Pacte pour le pouvoir de vivre ».

La repolitisation me semble nécessaire car à trop abandonner le champ politique, les syndicats ont laissé les élites libérales gagner une bataille idéologique sur le travail. S’est imposée l’idée que le travail est avant tout un coût qu’il faut limiter. Les syndicats doivent rappeler, comme ils ont su le faire pendant la séquence récente, que le travail est précieux, qu’il faut le valoriser et que les conditions de travail sont un enjeu central.